

sieurs années avant qu'elle se rende compte de ses ressources; en ces années-là, comment s'y prenaient mon très honorable ami et ceux qui siégeaient alors à ses côtés pour se porter à l'aide de l'Ouest? De tous côtés, on n'entendait que leurs sarcasmes et leurs amères critiques. Maintenant que l'expérimentation, l'organisation, le développement et la colonisation sont choses accomplies, que la contrée s'avance à grands pas dans la voie du progrès, mon très honorable ami n'hésite pas, à cette époque du vingtième siècle, à affirmer que c'est à lui que le Nord-Ouest est redevable de la prospérité dont il jouit à l'heure actuelle. C'est ce qu'il eut la présomption d'affirmer au cours de son voyage à travers l'Ouest. C'est Dieu qui vous a donné les prairies, disait-il aux gens, mais c'est nous qui leur avons infusé la vie. A cela, j'oppose, sans le répéter, l'argument dont je me servais tantôt, car il porte sur le même objet.

Mon très honorable ami dit que la stabilité du tarif est chose indispensable, et que le député de Toronto-nord le sait bien. Je ne saurais approuver cet avancé sans restriction. Quand le tarif est bon, il convient qu'il soit stable; quand il est mauvais la stabilité est chose nuisible. Tout dépend du tarif. Je tiens à expliquer au premier ministre ce qu'il a paru ne pas comprendre quand le chef de l'opposition a parlé de la commission promise aux cultivateurs du Nord-Ouest avant qu'ils soient admis à bénéficier d'une loi comme celle qu'ils ont demandée lors du récent voyage de mon très honorable ami. Les applaudissements ont éclaté du côté de la gauche quand notre chef respecté a prononcé le mot commission, et mon très honorable ami les a pris pour une marque d'approbation. Parfois les applaudissements marquent l'approbation, d'autres fois, l'ironie. Cette fois-ci on applaudissait par ironie et non pour marquer de l'approbation. Plus jeune qu'il n'est aujourd'hui, le premier ministre aurait remarqué que ces applaudissements signifient que la gauche est disposée à scruter avec ardeur, et qu'elle vient de le prendre à l'un de ces pièges qu'il connaît bien.

Au Nord-Ouest, il a rencontré les gens déçus à qui, en 1896, il promettait le libre-échange tel qu'il existe en Angleterre, ceux-là même à qui il avait déclaré être à la poursuite de l'ours conservateur de la protection, disant qu'il comptait l'abattre et l'écorcher. Ce sont ces mêmes gens qui lui ont demandé cet été où se trouve la peau de l'ours tory de la protection. Ne trouvant rien à répondre, le premier ministre leur promit de mettre la question à l'étude et de commencer par instituer une commission. Chaque membre de la gauche a vu en cela l'artifice du politicien qui, ne trouvant pas de réponse satisfaisante et ne se souciant pas de répondre avec fran-

chise, se borne à amuser ses auditeurs et érige une barrière—représentée par une commission dans le cas actuel—qui subsistera jusqu'après la prochaine élection, faisant miroiter aux yeux des gens l'espoir d'une amélioration future—pourvu toutefois que les cultivateurs du Nord-Ouest soient doués de moins de clairvoyance que je ne pense; car je les crois assez intelligents pour qu'ils se disent que 1894 leur servit de leçon, qu'en 1910 ils se trouvent en face de la plaisanterie habituelle, et que le premier ministre, avant d'en appeler au peuple, devra leur donner une réponse catégorique, affirmative ou négative. Tel sera, à mon avis, le sentiment du Nord-Ouest.

En 1895, mon très honorable ami ne raffolait pas des commissions. Se rappelle-t-il le discours qu'il prononçait cette année-là à Toronto, alors que, recherchant le pouvoir, il vouait les commissions au ridicule et au mépris, n'en parlait que dans les termes les plus sarcastiques et disait: "Portez-nous au pouvoir; nous remanierons votre tarif; nous doterons le pays de ce qu'il lui faut, car nous sommes parfaitement au fait de ses besoins". Arrivé au timon des affaires, il s'aperçut qu'il ne connaissait pas si bien que cela les besoins du pays; aussi eut-il recours aux commissions. Depuis, il n'a pas cessé d'en instituer, et j'imagine qu'il en instituera encore.

Un mot maintenant de la causerie d'après-dîner dont le premier ministre nous a régales. Il a déclaré ne pas vouloir aborder nombre des sujets que le chef de l'opposition a traités. La principale question que le chef de la gauche a traitée de main de maître est celle de la gestion des affaires publiques de notre pays. Cette question est d'importance primordiale. Je ne mens pas en disant que la réciprocité en matière de commerce est sans importance comparée à la bonne gestion des affaires publiques du pays.

Cette question est la plus importante de toutes, celles qui doivent fixer notre attention et celle du pays tout entier. L'accusation formulée cet après-midi par le chef de l'opposition exigeait une réponse de la part du premier ministre. Ce dernier et ses collègues sont accusés, en tant que mandataires du peuple, de paralyser tous les efforts que tente celui-ci dans le but de se rendre compte de l'emploi que l'on fait de ses deniers—de les paralyser en dépit des révélations humiliantes et des scandales sans nombre dont la preuve est manifeste. A cette accusation le premier ministre n'a rien trouvé à répondre, il s'est contenté de dire qu'il ne suivrait pas le chef de l'opposition sur ce terrain. Mieux eût valu réfuter l'accusation dès l'instant où elle était formulée. Le peuple se fera l'opinion qu'il convient du chef de Gouvernement qui, dans la posture où il s'est trouvé cet après-midi, ne trouve rien à répondre et se contente de promettre vaguement de relever l'accusation plus tard